

H-France Review Vol. 7 (November 2007), No. 135

Yannick Marec, *Pauvreté et protection sociale aux XIXe et XXe siècles: des expériences rouennaises aux politiques nationales*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, collection « Carnot », 2006, 404 pp. Maps, tables, figures, notes, bibliography of author's works, index. 22 € (pb). ISBN 2-7535-0315-X.

Compte-rendu par Bruno Valat, Centre Universitaire Jean-François Champollion, Albi, France.

Avec cet ouvrage, Yannick Marec, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen, offre au lecteur un nouvel aperçu de ses travaux sur la protection sociale en France au dix-neuvième siècle. Il s'agit en effet d'une sélection de textes — articles scientifiques ou introduction de colloques — que l'auteur a publiés depuis une trentaine d'années autour de cette question et réunis aujourd'hui en volume après avoir été plus ou moins profondément remaniés. Le livre, enrichi d'illustrations, est complété par une série de documents (tableaux, cartes) et un index. Nombre de ces contributions étant difficilement accessibles, spécialement pour le chercheur non français, l'on ne peut que se réjouir de la présente publication.

L'auteur est un fin connaisseur de la question, à laquelle il a consacré plusieurs ouvrages et notamment sa thèse monumentale, publiée en 2002 par la Documentation française avec l'appui du Comité d'histoire de la Sécurité sociale, sous le titre *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927)*.^[1] On retrouve dans l'ouvrage paru en 2006 les thèmes de prédilection du chercheur : la capitale normande au dix-neuvième siècle, objet de la majorité de ses travaux, mais aussi l'histoire des politiques municipales, l'exploration des liens entre les diverses formes de protection sociale en milieu urbain de la Monarchie de Juillet aux lendemains de la Première Guerre mondiale, les liaisons entre expérimentations locales et histoire nationale, chacune éclairant, voire influençant l'autre.

L'ouvrage s'inscrit dans une veine historiographique très riche. Il est inutile de rappeler les très nombreux travaux consacrés par les chercheurs français et étrangers, notamment nord-américains, à l'histoire de la protection sociale en France, depuis le livre séminal d'Henri Hatzfeld.^[2] Bien que le titre choisi ici renvoie au thème de la pauvreté comme objet privilégié, seule une partie de l'ouvrage aborde de front cette question, une part importante étant consacrée à d'autres thèmes, liés à la protection sociale au sens large : assistance, prévoyance, assurance sont en effet abordées tour à tour et replacées dans leur contexte politique et social. Les difficultés méthodologiques propres à toute étude de la pauvreté, bien connues des historiens du fait du « silence des pauvres », expliquent sans nul doute pour partie ce décalage. On pourra néanmoins regretter qu'aucune étude consacrée à l'hôpital ou au bureau de bienfaisance, ces deux institutions majeures du soulagement des pauvres au dix-neuvième siècle, ne figure parmi les textes retenus.^[3] Quoi qu'il en soit, l'ouvrage offre un panorama varié de la protection sociale dans une grande ville de province française au dix-neuvième siècle, complété par quelques aperçus nationaux, voire internationaux. Son intérêt majeur réside toutefois dans la connaissance intime que possède l'auteur des réalités de la capitale rouennaise, fruit de plus de trente années de fréquentation des archives locales.

Le livre est divisé en quatre parties d'importance sensiblement égale: après une introduction et un prologue essentiellement méthodologiques et historiographiques, la première séquence évoque le monde des pauvres à Rouen, au temps de Flaubert et Maupassant. Il s'agit à la fois de saisir, autant que se peut, la réalité sociale de la pauvreté et les conceptions qui président à sa prise en charge. Le chapitre deux montre ainsi comment l'institution du « tour », destiné à l'abandon des enfants et instauré pour des raisons à la fois humanitaires et chrétiennes, fut combattue sous la monarchie de Juillet par les partisans

d'une approche libérale des questions sociales, qui l'accusaient d'accroître la fréquence des abandons et de « démoraliser » les femmes. La suppression progressive des tours, sous le Second Empire, fut le fruit d'une politique d'inspiration toute différente, passant par la généralisation du secours préventif à domicile.

Utilisant une source différente — les registres des passeports intérieurs délivrés aux indigents — le chapitre suivant apporte également un éclairage sur les conceptions sociales qualifiées « d'anglaises » par les auteurs du temps, à travers la politique menée par le maire Henri Barbet (1830-1847), grand notable libéral dont la figure apparaît de manière récurrente tout au long de la Monarchie de Juillet et au fil de cette première partie. Sous son impulsion, le nombre de passeports délivrés par les autorités diminue en effet fortement afin de limiter l'afflux de miséreux dans la ville de Rouen où la municipalité pratique la « mise au travail » et la « moralisation » par le développement d'ateliers municipaux. Yannick Marec montre bien que ce système n'était viable qu'à la condition que les pauvres ne puissent échapper à la politique menée ou au contraire en profiter indûment en se déplaçant par trop librement. Leur multiplication lors de la crise de 1847-1848 lui porta un coup fatal. Par delà la diversité des cas évoqués, la volonté de « contrôle social » apparaît omniprésente de la part des élites au temps du « paupérisme » et au moins jusqu'au Second Empire.

La deuxième partie de l'ouvrage cherche à saisir les comportements de populations potentiellement concernées par les divers dispositifs de protection sociale rouennais tout au long du siècle. Le risque existe, ici, d'une certaine confusion, le client de la caisse d'épargne (chapitre six) ou le militant de la corporation des employés (chapitre sept) n'ayant que peu à voir avec « les habitué(e)s du clou rouennais » (chapitre cinq), qui se recrutent essentiellement parmi les populations à la limite de l'indigence. On ne peut ainsi affirmer que l'ensemble de ces pratiques relève de démarches « de survie », comme le fait l'auteur dans l'introduction. Bien au contraire, celui-ci montre bien, à partir d'une exploitation minutieuse des sources disponibles, que si l'activité du Mont-de-Piété de Rouen au dix-neuvième siècle peut être considérée comme un « baromètre de la misère publique », il n'en est rien de celle de la Caisse d'Épargne qui, tout en comptant parmi ses déposants un nombre important d'ouvriers, attire de façon croissante une population plus bourgeoise à la recherche de placements sûrs: en 1914, 52% des nouveaux livrets ouverts dans les comptes de la caisse le sont ainsi au nom de mineurs par leurs parents qui y voient sans doute un moyen de contourner un plafond de dépôt devenu trop modeste (p. 157)! Ainsi, malgré les rêves de ceux qui projetaient de les associer, Mont-de-Piété et Caisse d'Épargne apparaissent remplir des fonctions sociales fort différentes, la Caisse d'Épargne participant du rêve libéral d'ascension sociale par l'acculturation du peuple aux vertus bourgeoises.[4]

La troisième partie de l'ouvrage, consacrée aux « élites pour la république sociale » nous vaut le portrait de plusieurs personnalités remarquables de l'action sociale rouennaise dans la seconde moitié du siècle. On retiendra celles, très différentes, du mutualiste Henri Vermont (1836-1928) et du maire Louis Ricard (1839-1921), qui joua un rôle essentiel dans l'affirmation républicaine à Rouen au début des années 1880. Le premier est un catholique plutôt conservateur mais rallié à la République, fidèle toute sa vie à une conception traditionnelle de la protection sociale, hostile à toute idée d'obligation en la matière. Président pendant plus de cinquante ans d'une des plus grosses sociétés de secours mutuels de France, la Société de l'Émulation chrétienne de Rouen, il acquit à ce titre une réputation certaine qui lui valut le poste de vice-président de la Fédération de la Mutualité française à la création de celle-ci en 1902. L'Émulation fut, sous sa présidence, tout autant une institution de bienfaisance que de solidarité mutuelle dans la mesure où le nombre des membres honoraires y était considérable, plusieurs centaines. Marec le décrit d'ailleurs, fondamentalement, comme un « homme d'œuvres » en République.

Très différentes sont la personnalité et l'œuvre de Louis Ricard, avocat, maire républicain de Rouen de 1881 à 1886 avant d'entamer une longue carrière de député (1886-1902), jusqu'au couronnement que fut le poste de Garde des Sceaux dans le cabinet Léon Bourgeois de 1895. A la Chambre des députés, Ricard joua un rôle important dans les commissions du Travail puis d'Assurance et de Prévoyance sociale, qu'il

présida tour à tour. Il fut notamment le rapporteur de l'important projet de loi sur les accidents du travail, qui devait devenir la loi du 9 avril 1898 dont François Ewald a fait le symbole de l'«Etat providence» naissant.[5] Or, Ricard avait été, comme maire de Rouen, à l'origine de ce que Marec a appelé le « système rouennais » de protection sociale entre 1886 et 1927, dont l'analyse constitue le cœur de sa thèse d'Etat. Aux côtés de Paul Guieysse (1841-1914), député du Morbihan, polytechnicien et actuaire, autre figure évoquée ici par l'auteur, Ricard apparaît comme un de ces « experts » républicains, ancrés en province, qui jouèrent un rôle décisif dans l'affirmation de la politique sociale de la troisième République au sein de la génération « solidariste ». De fait, c'est sans doute dans cette partie de l'ouvrage que le lien entre expériences locales et politique nationale, souligné par l'auteur dans son titre, apparaît de la façon la plus claire. On aurait aimé en savoir un peu plus, de ce point de vue, sur la conception qu'avait Louis Ricard lui-même de l'articulation entre son mandat local et son action au niveau national. Mais cela supposait sans doute de plus amples développements, qui pouvaient difficilement trouver leur place dans l'ouvrage.

Après cette séquence essentiellement biographique, la quatrième et dernière partie de l'ouvrage adopte un propos plus synthétique sur les politiques urbaines. L'auteur revient d'abord sur les principales caractéristiques du « système rouennais », évoqué ci-dessus. Cette expérience se trouve ici replacée dans son contexte historique, celui de l'affirmation républicaine à Rouen sur un fond de crise sociale, qui aboutit à la réorganisation de l'ancienne assistance communale héritée du Directoire (1795-96) avec quelques années d'avance sur les lois de la troisième République. Le système, qui fonctionna selon différentes phases entre 1886 et 1927, reposait à l'origine sur la fusion des instances administratives à la tête des deux piliers de l'assistance urbaine, hôpitaux et bureaux de bienfaisance, dans le but de coordonner l'action de ceux-ci. L'objectif était double : dégager des économies pour le budget de la ville et surtout développer l'assistance à domicile, jugée préférable à l'hospitalisation pour des raisons morales et sociales. La municipalité favorisait parallèlement la création de dispensaires beaucoup plus médicalisés que par le passé, enrichissant ainsi le contenu de l'assistance par rapport à la bienfaisance traditionnelle, faite essentiellement de secours en nature. Modernisation et rationalisation semblaient ainsi les maîtres mots de l'expérience normande. Pour ces raisons, souligne Yannick Marec, le système rouennais fut présenté par certains comme un modèle possible pour les politiques sociales en gestation de la République. Par certains aspects, il anticipe en effet les dispositions de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

Pour clôturer l'ouvrage, deux chapitres adoptent une perspective délibérément méthodologique. Délaissant ici la matière rouennaise, l'auteur s'y appuie sur le matériau monographique fourni par les deux importants colloques qu'il a dirigés sur le « social dans la ville », faisant le point des questions soulevées au cours de ces travaux dont le cadre géographique s'étend à l'ensemble de la France mais aussi aux principaux pays d'Europe.[6] Dans sa conclusion, Yannick Marec revient enfin sur les logiques de protection sociale à l'oeuvre entre 1789 et l'avènement de la Sécurité sociale, s'interrogeant en particulier sur les liens entre les différentes techniques que sont assistance, prévoyance et assurance, et sur la spécificité du cas français en la matière. S'inscrivant en faux contre l'idée d'une supériorité de l'assurance et contre celle, parallèle, d'un retard hexagonal, popularisées notamment par des comparaisons sommaires avec le cas allemand, il plaide pour une approche moins linéaire et évolutionniste de l'histoire de la protection sociale, soulignant entre autres la résurgence des techniques et problématiques de l'assistance à la fin du vingtième siècle. L'auteur va même jusqu'à considérer que la coexistence de différentes logiques, loin de constituer un handicap, a pu être un facteur d'efficacité de la protection sociale à la française à la veille de la Première Guerre mondiale. Si cette dernière remarque mériterait sans doute de plus amples développements, on ne peut que suivre l'auteur dans son plaidoyer pour une approche non univoque du développement des législations de protection sociale, qui tienne compte des spécificités nationales. On sent ici tout l'intérêt du comparatisme en la matière, à condition de disposer au préalable d'études fines, comme ici, et de ne pas se limiter à des « types » par trop sommaires, résultat de généralisations hâtives.

Au total, voici un livre utile qui témoigne de la fécondité de l'approche régionale en matière d'histoire de la protection sociale lorsqu'elle est sous-tendue par des problématiques générales, évitant ainsi le piège du localisme et de l'érudition.

NOTES

[1] Yannick Marec, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927): expériences locales et liaisons nationales* (Paris: La Documentation française, 2002). Une bibliographie exhaustive des travaux de l'auteur sur le sujet se trouve à la fin de l'ouvrage de 2006.

[2] Henri Hatzfeld, *Du paupérisme à la Sécurité sociale (1850-1940) : essai sur les origines de la Sécurité sociale en France* (Paris: Librairie Armand Colin, 1971).

[3] Sur l'histoire de la pauvreté en France au XIXe siècle, on renverra à la synthèse d'André Gueslin, *Gens pauvres, pauvres gens dans la France du XIXe siècle* (Paris: Aubier, 1998)

[4] Carole Christen-Lécuyer, *Histoire sociale et culturelle des caisses d'épargne en France (1818-1881)* (Paris: Economica, 2004).

[5] François Ewald, *L'Etat providence* (Paris: Grasset, 1986).

[6] Yannick Marec et Jacques-Guy Petit (dir.) *Le social dans la ville en France et en Europe (1750-1914)* (Paris : Editions de l'Atelier, 1996) ; Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIIIe s.-fin XXe siècle)* (Paris: Créaphis, 2005).

Bruno Valat Centre Universitaire Jean-François Champollion et CNRS-Université Toulouse
II bruno.valat@univ-jfc.fr

Copyright © 2007 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and its location on the H-France website. No republication or distribution by print media will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.

H-France Review Vol. 7 (November 2007), No. 135

ISSN 1553-9172